

Une entreprise non durable n'est pas rentable

Un changement d'attitude radical s'est produit à l'égard des investissements durables. Aujourd'hui, la plus grande société d'investissement au monde affirme qu'investir dans la durabilité est rentable.

Une entreprise non durable n'est pas rentable

Ce changement a été fortement influencé par Laurence (« Larry ») D. Fink, PDG de la plus grande société d'investissement au monde, BlackRock. La société gère désormais un total de 10 000 milliards de dollars d'actifs en janvier 2022 et détient des parts importantes dans des sociétés telles que Apple, Microsoft, Google, Amazon, Tesla et Facebook.

Chaque année, M. Fink publie une lettre ouverte destinée aux PDG et au grand public. En 2018, sa lettre a fait des vagues lorsqu'il a clairement affirmé que BlackRock souhaitait que les entreprises dans lesquelles elle a investi « se mettent au service du bien commun ». En 2020, quelques semaines après avoir déclaré que le changement climatique deviendrait un facteur déterminant dans le choix des investissements de BlackRock, « de nombreuses entreprises de renom ont annoncé leur intention de devenir neutres ou négatives en carbone », a rapporté le Times.

Dans sa dernière lettre, M. Fink a clairement indiqué que la force motrice derrière sa position controversée est la même que celle qui a toujours motivé le capitalisme : le profit. Dans sa lettre audacieuse, il a écrit : « **Dans le monde interconnecté d'aujourd'hui, une entreprise doit créer de la valeur pour l'ensemble de ses parties prenantes et être appréciée par celle-ci afin d'offrir une valeur à long terme à ses actionnaires.** » Il utilise ensuite les mots *rentabilité durable et rentabilité à long terme*.

Cela signifie que les efforts de sensibilisation et de lutte contre la destruction de notre planète fonctionnent. Toutefois, un problème plus profond se pose.



Les principes comptables empêchent-ils les entreprises d'adopter des causes sociales ?

Alors que le mouvement populaire stimule cette métamorphose dans l'attitude des entreprises, le système de base est toujours défaillant. Plus précisément, les principes comptables utilisés aux États-Unis pourraient empêcher activement les grandes entreprises clientes d'investir davantage dans les critères ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance), qui est le terme utilisé pour décrire les investissements d'une entreprise dans des causes sociales.

Le monde repose sur deux grands types de principes comptables : les GAAP (« Generally Accepted Accounting Principles », les principes comptables généralement acceptés) utilisés aux États-Unis et dans une poignée d'autres pays. Les IFRS, les normes internationales d'information financière, adoptées en Europe, et dans un total d'environ 90 pays.

Les GAAP ont été établis en 1936 et sont un ensemble de règles rigides qui doivent être impérativement suivies. Les IFRS ont été établies en 2001 et ont connu plusieurs grandes itérations. Les IFRS utilisent une norme d'information plus souple qui est ouverte à l'interprétation de chaque comptable. Pour cette raison, les rapports financiers créés en utilisant les IFRS ont tendance à avoir de nombreuses notes explicatives pour les investisseurs afin de comprendre comment les chiffres ont été obtenus.

Les GAAP sont une norme comptable qui mesure le *coût* et seulement le *coût*. **Elle a longtemps été décriée et décrite comme une norme qui pénalise l'acquisition de talents ou l'investissement dans les critères ESG.**

À titre d'exemple, dans les IFRS, une entreprise peut investir dans la formation en matière de diversité et ensuite *capitaliser* cette dépense sur un certain nombre d'années. Capitaliser une dépense signifie que vous étalez la dépense sur plusieurs années. Il s'agit d'une méthode comptable permettant de montrer qu'un certain achat, par exemple, un parc de véhicules neufs pour une société de livraison, constitue un *investissement dans l'avenir*.

Avec les IFRS, il est possible d'étaler sur quelques années le coût de l'*investissement* dans une meilleure gouvernance d'entreprise, ou une meilleure diversité. Une entreprise qui investit 50 000 € dans les critères ESG pourrait enregistrer cette dépense à hauteur de 5 000 € seulement par an pendant les 10 prochaines années.

L'entreprise apparaît ainsi plus rentable sur son compte de résultat.

En vertu des principes de rentabilité à long terme, le fait de pouvoir capitaliser un investissement dans les critères ESG donne une image complètement différente de la situation financière d'une entreprise par rapport au moment où les entreprises utilisent la méthode des GAAP. Aux États-Unis, les sociétés publiques sont tenues par la loi de respecter les GAAP. Il s'agit d'un défaut du système qui doit être rectifié.

L'Europe renforce le reporting sur les critères ESG

Les données tirées de divers indices S&P mondiaux ont révélé que les entreprises qui respectaient les critères de durabilité offraient de meilleurs rendements aux investisseurs. **Cela permet aux entreprises européennes d'être en mesure de promettre aux investisseurs un meilleur retour sur investissement que leurs homologues américaines.**

Toutefois, l'un des problèmes de l'Europe est qu'elle dispose d'un trop grand nombre de normes et de cadres pour pouvoir rendre compte du respect de ses obligations en matière d'ESG. Ces normes comprennent :

- **Carbon Disclosure Project (CDP)**
- **Climate Disclosure Standards Board (CDSB)**
- **Task-Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD)**

Et bien d'autres.

Certaines normes sont davantage axées sur le consommateur, tandis que d'autres s'adressent davantage aux investisseurs. Cela peut créer de la confusion pour les investisseurs lorsqu'ils examinent les rapports.

En novembre 2021, pour résoudre ce problème, l'IFRS a annoncé la création d'un Conseil international des normes en matière de durabilité (ISSB), qui siègera sous la fondation IFRS et coexistera avec le Bureau international des normes comptables.

L'ISSB regroupera sous un même toit divers cadres d'information sur la durabilité.

Le conseil a depuis publié deux projets de rapport obligatoire suggéré par les entreprises :

- **IFRS S1** General Requirements for Disclosure of Sustainability-related Financial Information (Exigences générales pour la divulgation d'informations financières relatives à la durabilité) ;
- **IFRS S2** General Requirements for Disclosure of Sustainability-related Financial Information (Exigences générales pour la divulgation d'informations financières relatives à la durabilité)

Ces rapports ont été créés en réponse directe aux appels des « investisseurs, prêteurs et autres créanciers » pour des « informations financières plus cohérentes, complètes, comparables et vérifiables liées à la durabilité pour les aider à évaluer la valeur d'entreprise d'une entité ».

Les rapports espèrent fournir des informations vitales aux investisseurs et aux créanciers sur les activités et les facteurs liés à la durabilité, en particulier ceux qui pourraient avoir une incidence directe sur les bénéfices de l'entreprise, tels que les risques pour les ressources naturelles sur lesquelles l'entreprise compte.

Avec les rapports de durabilité obligatoires, les entreprises européennes seront une fois de plus mieux placées que leurs homologues américaines et les GAAP en mettant l'accent sur les activités des critères ESG. Les investisseurs, qui se familiarisent avec le nouveau format de rapport uniforme, pourraient commencer à exiger la même chose des entreprises américaines. En attendant, les entreprises européennes auront le dessus.

Intégrer le développement durable dans votre entreprise : une décision stratégique

Les entreprises européennes ont, pour l'instant, un avantage pour satisfaire les investisseurs, et elles devraient en tirer le meilleur parti. Cependant, pour être concrète, crédible et significative, **la durabilité doit être comprise comme étant un processus de transformation qui affecte l'ensemble de l'entreprise**, de la production à la communication, y compris la structure de l'entreprise.

Il existe de nombreuses façons d'y parvenir : de l'adoption d'une chaîne d'approvisionnement circulaire (où les biens sont conçus non seulement pour durer plus longtemps, mais aussi pour être réutilisés, recyclés ou revendus), au passage à des sources d'énergie renouvelables, en permettant une manière de plus en plus flexible de travailler à distance, en obtenant la certification B Corp ou en soutenant des projets à long terme qui apportent des avantages environnementaux et sociaux.

Quel que soit votre choix, **laissez votre objectif et vos véritables valeurs vous guider.** Notre objectif commun, en tant qu'entreprises et individus, reste le même : non seulement une augmentation du profit, mais un monde plus vert et plus équitable.